

Questions orales

M. Kindy: Certaines dispositions du programme en question, par exemple, la taxe sur les recettes pétrolières et gazières (TRPG), étaient extrêmement discriminatoires parce que celle-ci était une taxe sur les recettes et non sur les profits.

M. le Président: Le député a-t-il une question à poser?

M. Kindy: La ministre voudrait-elle nous dire où en sont les pourparlers entre les provinces productrices et son ministère? En second lieu, voudrait-elle nous préciser si une date limite est prévue pour ces entretiens?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Oui, monsieur le Président, je peux dire que les négociations avec les provinces de l'Ouest progressent de façon encourageante. Des réunions ont lieu régulièrement. La dernière, pas plus tard que cette semaine. Il y en aura d'autres. Entre-temps nous avons aussi des entretiens avec des représentants de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse. Aujourd'hui même nous discutons avec des fonctionnaires de Terre-Neuve concernant l'accord atlantique.

Pour ce qui est de l'échéance, nous nous sommes donné jusqu'au 31 janvier pour débloquer la situation et nous espérons pouvoir le faire. Nous allons continuer de discuter de questions très importantes aussi longtemps qu'il le faudra pour en arriver à une entente.

* * *

L'EMPLOI**L'AFFECTATION DE FONDS À LA CRÉATION D'EMPLOIS**

M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Peut-il concilier les profondes réflexions du ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les déclarations du ministre des Finances? Le premier ministre n'ignore pas que son ministre de l'Emploi disait que l'affectation de un milliard de dollars pour la création d'emplois était de l'argent réaffecté à l'intérieur du gouvernement. Le ministre des Finances a déclaré dans ses renseignements supplémentaires, et je cite très brièvement, monsieur le Président:

... il est toutefois possible de commencer à fournir un certain appui à la création de nouvelles possibilités d'emploi... Plus précisément, le gouvernement prévoit une affectation budgétaire spéciale de 1 milliard de dollars en 1985-86 principalement à cette fin.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est tellement limpide qu'il est inutile de clarifier davantage.

Des voix: Oh, oh!

LA PROVENANCE DU FINANCEMENT

M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est): Si c'est de l'argent frais, monsieur le Président, le premier ministre pourrait-il nous dire s'il proviendra d'une augmentation des impôts

ou d'un accroissement du déficit? Pourrait-il donner cette précision car c'est une question urgente?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que la première chose que nous ferons c'est fouiller les mêmes fonds de tiroir que M. Lalonde l'été dernier.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Nous allons aussi nous occuper de la question des dépenses du gouvernement. Mon très hon. collègue, le chef de l'opposition, a déjà parlé de milliards de dollars de gaspillage. Nous étudions cela, tout comme les excellentes initiatives de mon collègue, le vice-premier ministre. Nous essayons d'utiliser les fonds publics avec prudence et frugalité. Et c'est ainsi que la ministre de l'Emploi trouvera l'argent dont elle a besoin pour aider les chômeurs.

* * *

LES PORTS**KENORA ET NORTH BAY**

M. le Président: Le député de Kenora-Rainy River.

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, permettez-moi de vous remercier de m'avoir désigné correctement pour la première fois. Je sais comme il est difficile de faire la distinction entre tous ces barbus.

Des voix: Oh, oh!

M. Parry: Ma question s'adresse à l'honorable ministre des Transports et je suis persuadé que ses réponses témoigneront du gros bon sens dont ses collègues ne font que parler. Dans un récent rapport préparé à l'intention du ministère, on prétendait que le ministère devait se départir de deux ports publics, à savoir ceux de Kenora et North Bay. Le ministre pourrait-il nous garantir qu'on y pensera à deux fois avant de prendre une mesure en ce sens?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Je tiendrai compte des instances du député, monsieur le Président.

[Français]

M. Parry: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président.

Pourrais-je demander à l'honorable ministre s'il y aura un processus de consultations publiques avant qu'une décision ne soit prise?

[Traduction]

M. Mazankowski: Je prendrai également en considération la suggestion du député, monsieur le Président.